



CHAPITRE 167

Loi constituant en corporation Les Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec

[Sanctionnée le 19 janvier 1961]

Préambule.

ATTENDU que la corporation dite Le Monastère des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée en corporation en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, par lettres patentes émises le 8 avril 1960, enregistrées le 29 avril 1960;

Que les pouvoirs, privilèges et droits de la pétitionnaire ne sont pas suffisamment appropriés aux besoins actuels;

Qu'il y a lieu de remplacer la pétitionnaire par une nouvelle corporation dotée de pouvoirs plus appropriés aux fins poursuivies par ses membres;

Que la pétitionnaire a consenti à l'extinction des lettres patentes la constituant en vertu de la Loi des évêques catholiques romains et à l'abandon de ses biens à la corporation par elle constituée par la présente loi, tel qu'il appert d'une résolution adoptée à une assemblée de son conseil tenue au monastère des dites Chanoinesses Hospitalières, en la Cité de Québec, le deuxième jour d'octobre 1960;

Attendu que Son Excellence Mgr Maurice Roy, archevêque du diocèse de Québec, où se trouve le monastère de la pétitionnaire, a donné son assentiment à la présente pétition;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à la dite pétition;

CHAPTER 167

An Act to incorporate Les Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec

[Assented to 19th January 1961]

WHEREAS the corporation called Le Monastère des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec has, by its petition, represented:

That it was incorporated under the Roman Catholic Bishops Act, by letters patent issued on the 8th of April 1960 and recorded on the 29th of April 1960;

That the powers, privileges and rights of the petitioner are not adapted to present needs;

That it is expedient to replace the petitioner by a new corporation with powers better adapted to the objects pursued by its members;

That the petitioner has consented to the cancellation of the letters patent incorporating it under the Roman Catholic Bishops Act and to the transfer of its property to the corporation to be constituted by this act, as appears by a resolution passed at a meeting of its council held in the monastery of the said Chanoinesses Hospitalières, in the city of Québec, on the second day of October 1960;

Whereas His Excellency Mgr Maurice Roy, Archbishop of the diocese of Quebec, where the monastery of the petitioner is located, has approved this petition;

Whereas it is expedient to grant the said petition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Constitu-
tion.

1. Est par la présente loi constituée une corporation ci-après appelée la "corporation" sous le nom de "Les Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec".

1. A corporation, hereinafter called the "corporation", is created by this act under the name of "Les Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec".

Siège
social.

2. Le siège social de ladite corporation est en la cité de Québec.

2. The corporate seat of the said corporation shall be in the city of Quebec.

Membres.

3. Sont de droit membres de ladite corporation les personnes qui sont ou deviendront membres de la communauté religieuse dite Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin de l'Hôtel-Dieu de Québec, tant qu'elles demeurent membres de ladite communauté.

3. The persons who are or shall become members of the religious congregation called Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin de l'Hôtel-Dieu de Québec, as long as they shall remain members of the said congregation, are of right members of the said corporation.

Fins.

4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'assistance, l'hospitalisation et l'enseignement.

4. The objects of the corporation shall be religion, charity, welfare, hospitalization and instruction.

Pouvoirs
corpora-
tifs.

5. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et elle peut spécialement

5. The corporation shall have the powers, rights and privileges or ordinary corporations and is specially authorized

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

a. to have a seal and alter it at will;

b) ester en justice;

b. to appear before the courts;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des hôpitaux, hospices, refuges, lieux de repos, maisons de convalescence, résidences de religieuses, juvénats, noviciats, maisons d'éducation, établissements d'enseignement, lieux de retraite, chapelles, centres récréatifs, terrains de jeux, bibliothèques et musées;

d. to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage hospitals, hospices, refuges, rest homes, convalescent homes, residences for nuns, juvenates, novitiates, educational and teaching establishments, retreats, chapels, recreational centres, playgrounds, libraries and museums;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

e. to bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

f. to borrow money on its credit by any method recognized by the law;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

g. to hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chap. 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit directement en son nom ou soit indirectement au nom de fiduciaire;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes, lui céder tout bien quelconque, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité; faire des dons dans un but charitable et éducatif;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) établir et maintenir des cimetières sur ses propriétés et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant à la Loi concernant les inhumations et exhumations (Statuts refondus de Québec, 1941, chap. 316);

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres et des personnes à son service;

h. to issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the latter;

j. to invest its funds in any manner deemed suitable, either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

k. to assist any person pursuing any object similar to one of its own, cede any property, gratuitously or not and make loans to such person, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

l. to accept any gift, legacy or other liberality and make gifts for charitable and educational purposes;

m. to acquire, possess, administer and alienate all moveable and immovable property, by all legal methods and under any title;

n. to establish and maintain cemeteries on its properties and erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 316);

o. to erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment, and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

p. to provide for the education, instruction, sustenance and support of its members and of persons in its service;

q) vendre, céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres gratuitement ou pour toute considération jugée appropriée;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui peut paraître de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

t) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

u) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

v) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

q. to sell, cede or otherwise alienate all or any part of its undertaking and works gratuitously or for any consideration deemed sufficient;

r. to conclude with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

s. to solicit, favour and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

t. to make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

u. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

v. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

Modifica-
tion du
nom ou
siège
social.

6. La corporation peut modifier son nom corporatif ou l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province; avis est donné au secrétaire de la province de toutes telles modifications et cet avis est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

6. The corporation may change its corporate name or the place of its corporate seat, which must be located in the province. Notice shall be given to the Provincial Secretary of every such change, and such notice shall be published in the *Quebec Official Gazette*. Change of name, etc.

Règle-
menta-
tion.

7. La corporation par l'intermédiaire de son conseil peut, par règlement, établir, modifier et abroger les dispositions concernant

a) sa régie interne;

7. The corporation through its council may, by by-law, make, amend and repeal provisions respecting By-laws.

a. its internal management;

b) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

c) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins.

b. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;

c. the pursuit of its objects generally.

Désignation du membre.

8. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné pour toutes fins sous le nom qu'il porte en religion.

8. Any member of the corporation may designate herself and be designated for all purposes by the name she bears in religion. Designation of member.

Exercice de droits civils.

9. La corporation est le représentant de ses membres et peut, en son nom corporatif, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

9. The corporation is the representative of its members and may in its corporate name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may either as plaintiff or as defendant or in any other capacity

a. exercise their judicial recourse where proceedings have not been commenced;

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue suits commenced by them despite their capacity to continue the same.

Recours aux cas de décès accidentel.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et privativement à d'autres bénéficiaires, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and to the exclusion of other beneficiaries, such recourses as are provided by law in case of the accidental death of any of its members. Recourse in case of accidental death.

Dissolution et compensation.

10. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution; il ne peut non plus réclamer de la corporation, s'il cesse d'être membre de la communauté, de compensation pour le travail accompli alors qu'il était membre de la communauté.

10. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, on ceasing to be a member of the congregation, any compensation for work done while she was a member of the congregation. Dissolution compensation.

Conseil.

11. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil.

11. The rights and powers of the corporation shall be exercised by its council. Council.

Composition.

Ce conseil est formé des membres actuels en vertu de la corporation établie le 8 avril 1960 et leurs successeurs dûment nommés par l'autorité religieuse compétente, mais cette dernière pourra modifier sa composition.

Such council shall be composed of the present members under the incorporation of the 8th of April 1960 and their successors duly appointed by the competent religious authority, but that authority may change its composition. Composition.

Fondations.

12. La corporation peut, avec l'approbation de son visiteur, accepter des fondations pour des fins religieuses, charitables ou d'assistance, et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur

12. The corporation, when authorized by its visitor, may accept endowments for religious, charitable or welfare purposes and consequently receive, as legal depository and fiduciary, the property given or transferred by gift, will or otherwise, by the founder and bind itself, as such, Endowments.

et s'obliger, comme tel, à exécuter les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de cette exécution que sur les biens de la fondation, et non sur son patrimoine personnel.

Patri-
moine
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct, qui doit être géré et administré séparément. Quant à chacun de ces patrimoines, la corporation a tous les droits d'un propriétaire absolu et elle peut employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chaque fondation une comptabilité distincte, montrant en quoi cette fondation consiste.

Visiteur.

Les droits de contrôle reconnu au visiteur de la corporation par l'article 16 s'appliquent à tout acte posé par cette dernière en exécution des pouvoirs résultant du présent article.

Dots.

13. Les dots actuelles ou futures, constituées en faveur de la corporation par ses membres ou pour eux, tant qu'elles ne sont pas devenues la propriété définitive de cette dernière, sont considérées comme des fondations, auxquelles l'article précédent s'applique.

Autorisa-
tion du
visiteur.

14. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, quant à son patrimoine propre et à celui de chaque fondation, les pouvoirs suivants:

- a) acquérir ou aliéner des immeubles;
- b) faire de nouvelles constructions;
- c) établir, acquérir, aliéner ou abandonner une œuvre ou entreprise;
- d) accepter les fondations visées par l'article 12;
- e) exercer les droits énoncés aux paragraphes f, g, h, i et j de l'article 5.

Visiteur.

15. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de Québec, ou toute personne désignée par lui comme visiteur.

Pouvoirs
du visi-
teur.

16. Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'adminis-

to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation shall have all the rights of absolute owner and may use a special seal for each patrimony; it must keep a separate account for each, showing the composition thereof.

Distinct
patri-
mony.

The rights of control vested in the visitor of the corporation by section 16 shall apply to all acts done by the latter in the exercise of the powers resulting from this section.

Visitor.

13. The present or future settlements constituted in favour of the corporation by or for its members, as long as they have not become the permanent property of such corporation, shall be considered as endowments to which the preceding section applies.

Settle-
ments.

14. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise in respect of either its own assets or those of each endowment the following powers:

- a. to acquire or to alienate immovables;
- b. to erect new constructions;
- c. to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking;
- d. to accept the endowments referred to in section 12;
- e. to exercise the rights enumerated in paragraphs f, g, h, i and j of section 5.

Author-
ization by
visitor.

15. The visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of Quebec or any person appointed by him as visitor.

Visitor.

16. The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary

Visitor's
powers.

tration et le perfectionnement desdites œuvres et entreprises, et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire à de telles fins.

for the management, administration and improvement of such works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

Registre. **17.** La corporation doit tenir à son siège social un registre ou plusieurs contenant

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre et de chaque visiteur de la corporation, la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;
- d) les nom, prénoms, et occupation de chaque membre du conseil de la corporation, la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre du conseil;
- e) un résumé des dispositions des fondations acceptées en vertu de l'article 13;
- f) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles, le capital de chacune, une description sommaire des immeubles hypothéqués, le nom du créancier ou, pour les émissions d'obligations, le nom du fiduciaire.

Preuve. Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même pour les extraits délivrés sous le sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de celle-ci.

Extraits. Toute personne intéressée peut les consulter et obtenir à ses frais, un extrait certifié.

Force probante du certificat. **18.** Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec constitue à toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie de son conseil ou occupe une fonction visée dans la présente loi ou dans les règlements de la corporation.

Dissolution. **19.** Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation approuvée par son visiteur, peut déclarer celle-ci dissoute. Cette dissolution prend effet à compter du soixantième jour de la publication d'un avis dans la *Gazette officielle de Québec*. Advenant une telle dissolution, les biens

17. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
- c. the surname, Christian names, nationality, address and occupation of each member, and of each visitor of the corporation, the date of his admission or entry into office and the date when he ceased to be a member or to hold office;
- d. the surname, Christian names and occupation of every member of the council of the corporation, the date of her entry into office and the date when she ceased to be a member of the council;
- e. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 13;
- f. the debts secured by hypothec on its immoveables, the capital amount of each, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by the secretary of the corporation.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

18. A certificate of the chancellor of the archbishopric of Québec shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation, is a member of its council or holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

19. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation approved by its visitor, may declare the corporation dissolved. Such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such

de la corporation, une fois les dettes payées et après qu'il a été pourvu à l'existence de ses membres pour l'avenir, sont dévolus à La Fédération des Monastères des Chanoinesses Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin.

dissolution, the property of the corporation, after its debts have been paid and provision has been made for the future of its members, shall revert to La Fédération des Monastères des Chanoinesses Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin.

Cession.

20. La corporation est autorisée à céder aux conditions qu'elle fixe, gratuitement ou non, à l'Hôtel-Dieu de Québec, corporation légalement constituée en vertu de la loi 40 Victoria, chap. 60 (1876), telle qu'amendée par les lois 9 George VI, chap. 100 (1945), et 9-10 Elizabeth II, chapitre 166, les biens ou partie d'iceux nécessaires au bon fonctionnement dudit Hôtel-Dieu qu'elle a établi et maintient en la cité de Québec.

20. The corporation is authorized to cede on the conditions fixed by it, gratuitously or not, to l'Hôtel-Dieu de Québec, a corporation constituted by the act 40 Victoria, chapter 60 (1876), as amended by the acts 9 George VI, chapter 100 (1945), and 9-10 Elizabeth II, chapter 166, the property or part thereof which is necessary for the proper administration of the said Hôtel-Dieu and which the corporation has established and operates in the city of Quebec.

Cession of certain property.

Abrogation.

21. Les lettres patentes émises en vertu de la Loi des évêques catholiques romains le 8 avril 1960, constituant en corporation le Monastère des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec sont abrogées. La corporation constituée par les dites lettres patentes est dissoute et tous les actes, décisions, obligations, acquisitions et aliénations de ladite corporation sont déclarés à toutes fins valides, obligatoires et légaux.

21. The letters patent issued under the Roman Catholic Bishops Act on the 8th April 1960, incorporating the Monastère des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec are repealed. The corporation constituted by the said letters patent is dissolved and all the acts, decisions, obligations, acquisitions and alienations of the said corporation are declared binding and legal for all purposes.

Corporation dissolved.

Succession.

22. La corporation constituée par la présente loi succède à ladite corporation éteinte, est saisie et déclarée propriétaire des biens détenus par cette dernière et est tenue de ses dettes et obligations; toute disposition des biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation présentement constituée et toutes procédures qui auraient pu être commencées par ou contre telle corporation éteinte peuvent être valablement commencées ou continuées par ou contre la corporation présentement constituée.

22. The corporation constituted by this act succeeds the said dissolved corporation, is seized and declared owner of the property held by the latter and is responsible for its debts and obligations; any disposal of property made in favour of the corporation dissolved shall be deemed to have been made to the corporation presently constituted, and all proceedings which might have been commenced by or against such dissolved corporation may be validly commenced or continued by or against the corporation presently constituted.

Succession.

Entrée en vigueur.

24. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

24. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.